

VŒU

des conseillers régionaux EELV :

Annie AGIER, Fatiha BENAHMED, Lela BENCHARIF, Corinne BERNARD, Maryvonne BOILEAU, Valérie BONICALZI-HERRERO, Alain CHABROLLE, Jean-Marie CHOSSON, Albane COLIN, Noël COMMUNOD, Monique COSSON, Alain COULOMBEL, Alexandra CUSEY, Gwendoline DELBOS-CORFIELD, Marie-Noëlle FRERY, Catherine HERBERTZ, Didier JOUVE, Olivier KELLER, Jean-Charles KOHLHAAS, Cyril KRETZSCHMAR, Benoît LECLAIR, Hélène LE GARDEUR, Gérard LERAS, Olivier LONGEON, Belkacem LOUNES, Philippe MEIRIEU, Jacques MERCIER, Pierre MERIAUX, Véronique MOREIRA, Marie-Odile NOVELLI, Raymonde PONCET, Véronique ROUSSELLE, Etienne TETE, Jeannie TREMBLAY, Elvan UCA,

et de :

Armand CREUS, Front de Gauche- Ensemble!
Corinne MOREL-DARLEUX, Front de Gauche - Parti de Gauche
Elisa MARTIN, Front de Gauche - Parti de Gauche

Soutien aux salariés de ST MicroElectronics

Exposé des motifs :

En mai 2015, le PDG de ST Microelectronics, Mr Carlo BOZOTTI a annoncé publiquement que les *les pertes devenaient intenable*s, et que toutes les options étaient envisagées.

Il n'a pas à ce jour précisé ses intentions mais les organisations de salariés craignent à juste titre aujourd'hui la cession ou l'abandon progressif de la division des produits numériques, particulièrement les sites de Grenoble et de Crolles. La disparition de cette filière pourrait entraîner à terme la disparition de 30 000 emplois dans la région Rhône-Alpes.

Une telle décision conduirait inévitablement, non seulement à l'affaiblissement du tissu industriel grenoblois, mais aussi à la disparition à brève échéance de la capacité de production de la filière microélectronique française. Les produits numériques (télévision, multimedia, internet, ...) représentent le moteur des évolutions technologiques de demain. Cette filière microélectronique intéresse de multiples industries : l'automobile, la défense, l'aéronautique et la santé.

La filière micro-électronique est particulièrement soutenue par des aides publiques. Le cumul des aides à la filière (Europe, Etat et collectivités) s'élève, pour le programme Nano 2017, à plus d'1.100 milliard € pour ST MicroElectronics et à 429 millions € pour le CEA.

Les collectivités locales qui ont soutenu Nano 2017 (dans des proportions inégales mais impactant fortement leurs budgets de soutien à l'économie, Département de l'Isère : 28 M€ ; Communauté

de communes du Grésivaudan : 28 M€ ; Région Rhône-Alpes : 25 M€ ; La Métro : 10 M€ ; Communauté d'agglomération du Voironnais : 2 M€) sont légitimes à demander des comptes sur le bon usage de l'argent public ainsi mobilisé. D'autant que les engagements de créations d'emplois de Nano 2012 n'ont pas été tenus (une centaine d'emplois créés au lieu des 660 promis).

Cette situation est d'abord la conséquence d'une logique strictement financière, axée sur la réduction des coûts et la distribution des dividendes : aucune prise de risque, pas d'investissement d'avenir. Sur le plan social, on constate le même rabougrissement (salaires, conditions de travail etc.). Pour la période 2008-2013, ST MicroElectronics a perçu 1,5 milliards € des pouvoirs publics (donc du contribuable) et distribué 1,8 milliards \$ à ses actionnaires (malgré 3 années déficitaires sur 5). Les dividendes versés n'ont jamais été aussi élevés qu'en 2014 (360 Millions \$).

L'Etat et les collectivités doivent conditionner le financement public au service du développement des filières industrielles et des emplois du territoire et évaluer, de façon rigoureuse, son bon usage. Celui-ci ne doit, en aucun cas, pas se traduire par une politique de court terme marquée par des reculs successifs et des réductions d'emplois.

Dans ce contexte, il ne suffit pas que la Direction générale des entreprises de Bercy « regrette » que la Direction de ST MicroElectronics privilégie « une stratégie de cession ou de fermetures de ses branches les moins profitables à un moment donné ». Les emplois soutenus en France à travers ces aides publiques si importantes doivent à tout prix être sauvegardés ! Il n'est pas concevable que tant d'efforts aboutissent à un tel gâchis humain et industriel.

Il faut remettre en place une stratégie industrielle ambitieuse, de moyen et long terme, portée par une nouvelle équipe dirigeante. Les liens entre la France et l'Italie dans ST doivent être renforcés. Au niveau européen, il faut œuvrer activement en faveur d'un programme industriel pour la microélectronique, un « airbus de la micro électronique ». Il faudrait dans la partie technologique renouer les liens affaiblis avec les grands labos européens, développer des alliances aussi dans le logiciel, créer des filières industrielles (ex médical)... Les pouvoirs publics doivent intervenir pour obtenir un changement de cap radical.

VOEU

Au regard des éléments exposés, du caractère hautement stratégique de la filière microélectronique pour la France et l'Europe ; des enjeux énormes d'emplois pour le site de Crolles, le département de l'Isère et toute la Région ;

Le Conseil régional Rhône-Alpes demande au gouvernement français :

- de demander des comptes à la direction de ST sur l'usage des fonds publics accordés depuis 10 ans ;
- d'introduire une conditionnalité des aides publiques au

développement de la filière et des emplois du territoire ;

- de se positionner clairement, en tant qu'actionnaire, pour le maintien des emplois du groupe STMicroElectronics en France ;
- d'intervenir fortement avec le gouvernement italien pour exiger de ST MicroElectronics une politique industrielle rompant avec la logique de court terme de ces dernières années, cessant le versement de dividendes au profit de l'investissement industriel et social, assurant l'avenir des sites français et italiens ;
- de mettre à l'ordre du jour de l'Union Européenne la mise sur pied d'un plan pour l'industrie microélectronique.

-